

Votre région | Politique & Territoires

SAINT-VULBAS (AIN)

EPR2 : une fin de concertation clivante, malgré la richesse du débat

Jean-Marc Mazué



Pierre-Franck Thomé Jassaud (EDF) a fait face aux commentaires des antinucléaires de SDN Bugey. Photo Le Progrès/J.-M.M.

Ce 15 mai, le débat public sur le projet d'implantation de deux EPR2 à la centrale nucléaire du Bugey prend fin. Mardi, la dernière réunion s'est tenue à Saint-Vulbas, laissant encore beaucoup d'espace entre les « convaincus », les « réfractaires » et les « indécis ».

Mardi 13 mai, la dernière réunion du débat public portant sur les EPR2 s'est tenue au centre international de rencontre à Saint-Vulbas. Quelque 200 personnes ont participé en présentiel et 70 via la visioconférence. L'équipe de la commission du débat a dressé un bilan jugé « assez satisfaisant en termes de qualité des échanges, de respect des sensibilités de volume d'information et de recueil d'avis et de questions ». Sur l'intégralité de la procédure (dix réunions, neuf débats mobilisés, fréquentation de la page web dédiée), la commission a enregistré 3 100 participants (dont 1 000 en ligne) et le site a identifié 27 000 visites ; 600 avis et 40 cahiers d'acteurs ont été collectés. La commission estime en revanche « que la parité n'a pas été au rendez-vous avec seulement 25 % de participantes ».

David Chevallier, délégué régional de la CNDP Auvergne-Rhône-Alpes, admettait aussi « que l'expérience menée sur le site du débat, [avec l'emploi d'une intelligence artificielle pour répondre aux questions](#), avait trouvé ses limites, contraignant l'équipe à suspendre l'outil à la mi-avril ». David Chevallier a aussi précisé que le débat concernant la paire d'EPR2 à Bugey [à pâti d'interférences avec d'autres échéances nationales](#) importantes liées au dossier, comme « la définition du programme pluriannuel des énergies », ou encore « les modalités du financement qui restent à déterminer avec l'État pour un prêt à taux zéro sur la construction ».

Si ce dernier rendez-vous se voulait avant tout un point d'étape sur la forme du débat, le fond s'est malgré tout invité lors des diverses prises de parole, avec, notamment, les membres de Sortir du Nucléaire Bugey brandissant des pancartes de défiance lors de la réunion, et, de l'autre côté, des citoyens ou des élus locaux défendant la pertinence d'un projet utile pour le territoire et la souveraineté énergétique de la France. D'autres se disaient plutôt « neutres » ou « encore indécises face au projet », malgré « un débat très riche et fourni en informations ». La commission va maintenant travailler d'arrache-pied sur l'exploitation du débat afin de remettre son compte rendu accompagné de ses recommandations le 15 juillet prochain aux maîtres d'ouvrage qui devront y répondre avant le 15 octobre, la décision ultime d'EDF devant intervenir fin 2026.